

Brochure n° 3134

Convention collective nationale

IDCC : 2205. – NOTARIAT

**AVENANT N° 18 DU 17 FÉVRIER 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1150465M
IDCC : 2205

Entre :

Le conseil supérieur du notariat,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La CSFV CFTC ;

Le syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC ;

La fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO,

D'autre part,

sous la présidence de la direction générale du travail au ministère du travail, de l'emploi et de la santé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au titre de l'article 14 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, la valeur du point est fixée à 12,62 € pour 35 heures.

Article 2

Le tableau ci-dessous indique les minima des divers niveaux arrondis à l'euro supérieur.

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	
			Au 1 ^{er} mars 2010 (point à 12,37 €)	Au 1 ^{er} mars 2011 (point à 12,62 €)
Employés	E1	110	1 361	1 389
	E2	115	1 423	1 452
	E3	120	1 485	1 515
Techniciens	T1	132	1 633	1 666
	T2	146	1 807	1 843
	T3	195	2 413	2 461
Cadres	C1	220	2 722	2 777
	C2	270	3 340	3 408
	C3	340	4 206	4 291
	C4	380	4 701	4 796

L'augmentation de salaire résultant de l'application du présent accord s'impute, lorsqu'elles existent encore, sur les indemnités différentielles créées pour maintenir le salaire en cas de réduction du temps de travail à 35 heures. Il est expressément rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au Smic, sauf application des dispositions de l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat.

Article 3

Le présent accord prend effet au 1^{er} mars 2011.

Il sera déposé, conformément à l'article L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés au moyen d'une copie qui sera envoyée dans tous les offices et devra être émargée par tous les membres du personnel. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 2261-24 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 17 février 2011.

(Suivent les signatures.)